



Message du président Grand Chef de l'Alliance autochtone du Québec



L'Alliance autochtone du Québec a le vent dans les voiles.

Contrairement à des rumeurs qui circulent à son sujet, l'Alliance autochtone du Québec est plus vivante que jamais et a présentement le vent dans les voiles. Dernièrement, l'A.A.Q. lançait son nouveau site Internet qui a soulevé l'enthousiasme et nombre de commentaires positifs (vous pouvez consulter le site à l'adresse suivante : www.aaqnaq.com). L'A.A.Q. a au-delà de trente ans d'histoire, un grand nombre de réalisations à son actif et d'excellentes relations auprès de ses partenaires de deux paliers de gouvernement avec qui elle entretient des rapports sur une base régulière, voir même presque quotidienne. L'A.A.Q. est affiliée au Congrès des Peuples autochtones (C.P.A.), organisation nationale présidée par Monsieur Dwight A. Dorey, Chef national pour l'ensemble du Canada. L'A.A.Q. est d'ailleurs la seule et unique organisation autochtone hors réserve du Québec reconnue par les gouvernements.

L'A.A.Q. travaille présentement sur de nombreux dossiers dont :

- L'amélioration des conditions de logement des Autochtones hors réserve;
- Le développement économique des Autochtones hors réserve;
- La gestion des déchets nucléaires;
- La conclusion d'ententes avec patrimoine Canada;
- La défense des droits ancestraux des membres de l'A.A.Q., notamment par l'application du cas Powley;
- La promotion et le développement de la formation et de l'emploi chez les Autochtones hors réserve;
- L'apprentissage, le développement et l'épanouissement des jeunes;
- L'amélioration de la santé des autochtones vivant hors réserve;
- Les études sur les espèces animales en voie d'extinction;

Depuis que j'ai repris possession des locaux de l'A.A.Q. à Hull, le bureau est en effervescence et un personnel dévoué y travaille afin de servir les membres et mener à bon port tous les projets en cours.

Certaines personnes tentent toutefois de vous induire en erreur en véhiculant faussement que l'A.A.Q. n'existe plus et qu'elle a été remplacée par la Confédération des Peuples autochtones du Québec (C.P.A.Q.).

Rien n'est plus faux.

L'Alliance regroupe près de 26,000 membres répartis dans 66 communautés alors que la C.P.A.Q. n'est constituée que d'une poignée d'individus.

Incapable d'admettre sa défaite du 27 août dernier au poste de Grand Chef, Guillaume Carle et quelques supporteurs ont choisi de tourner le dos à l'Alliance.

Les assemblées qu'ils ont tenues ces derniers mois n'ont rejoint qu'une minorité de personnes : la minorité favorable à Guillaume Carle. La présence de la grande majorité des personnes qui sont demeurées loyales à l'Alliance n'était tout simplement pas souhaitée. Ceux et celles qui s'y sont néanmoins présentés n'ont pu

s'exprimer librement et ils ignoraient les objectifs cachés de cette assemblée. En réalité, les assemblées tenues par Guillaume Carle étaient des assemblées de la C.P.A.Q., hypocritement présentées comme étant des assemblées de l'Alliance. Voilà à quoi ressemble la démocratie de Guillaume Carle !

La grande majorité des membres de l'Alliance ont suivi mes recommandations de respecter les ordonnances de la Cour qui empêchaient la tenue des assemblées et ils ont eu la sagesse d'ignorer l'incitation du groupe de Guillaume Carle à se présenter à de fausses assemblées de l'Alliance.

Le 21 décembre dernier, un jugement a levé les interdictions de tenir des assemblées de l'Alliance. Ce jugement s'ajoute à celui du 20 décembre qui a mis fin à la procédure de Guillaume Carle en contestation de mon élection au poste de président Grand Chef de l'Alliance de même qu'à celles de madame Johanne Nault comme présidente de la Région 01 et celle de madame Nancy Doucet comme vice-présidente de la Région 04. Contrairement à tout ce que vous avez pu lire ou entendre sur le sujet, ce jugement confirme clairement que Johanne Nault, Nancy Doucet ainsi que moi-même avons été démocratiquement élus aux postes que nous occupons présentement au sein de l'A.A.Q. Ce jugement précise par ailleurs que **toute personne qui, comme Guillaume Carle, adhère à une autre organisation, cesse immédiatement d'être membre de l'A.A.Q.**

En conséquence, ceux et celles qui ont convoqué et convoquent encore les membres de l'A.A.Q. à des assemblées visant à faire la promotion de la C.P.A.Q. ne sont plus membres de l'A.A.Q. Il faut donc remplacer ces personnes aux postes qu'elles occupaient dans leur communauté respective de l'A.A.Q. Rappelons que depuis deux ans, seules les personnes favorables à Guillaume Carle avaient le droit de parole. Il faut que ça cesse...

La très grande majorité des communautés de l'A.A.Q. n'ont pas à remplacer les membres de leur conseil d'administration puisque ces derniers sont demeurés respectueux des ordonnances de la Cour et loyaux à l'A.A.Q. en refusant de laisser Guillaume Carle s'infiltrer et contaminer leur organisation. Toutefois, dans quelques communautés, les membres se sont pris en main et ont convoqué des assemblées, ou le feront bientôt, afin de se choisir de nouveaux directeurs.

Je vous rappelle que Guillaume Carle a été élu sous de fausses représentations et de faux diplômes. Reconnu coupable d'incitation au parjure, en vertu du code criminel, Guillaume Carle ne mérite pas votre confiance. Durant son règne, Guillaume Carle a utilisé à son profit et à celui de ses amis des fonds importants qui vous étaient destinés, à vous membres de l'Alliance autochtone du Québec. C'est ce que révèle clairement le rapport de juri-vérification de Raymond, Chabot, Grant & Thorton que vous pouvez consulter au www.aaqnaq.com sous la rubrique « À propos de nous » et ensuite « Documents et publications ». Soyez assurés que l'Alliance entend prendre tous les moyens légaux contre Guillaume Carle et ses acolytes pour obtenir le remboursement de ces fonds.

Je sais que vous êtes bombardés actuellement de toutes parts par des versions contradictoires. Je fais appel à votre bon sens pour départager le vrai du faux.

Je vous invite à vous joindre à tous les autres membres de l'A.A.Q. qui sont fiers d'appartenir à une organisation respectueuse de la loi, de la démocratie et de ses bâtisseurs qui, comme moi, ont choisi de travailler à la défense des droits et du mieux-être des autochtones hors réserve.

Carl Dubé
Président Grand Chef
Alliance autochtone du Québec